

Le monde ne se meurt pas, il est en train d'être assassiné et les assassins ont un nom et une adresse. Utah Philips

le Journal des Retraité.e.s de Chaumont

<https://www.facebook.com/syndicat.cgt.retraites.chaumont/>



Syndicat **CGT** des retraités de Chaumont - 24 avenue du Général Leclerc 52000 Chaumont **N° 385** **SAMEDI 13 AVRIL 2024**



LIRE PAGE 3

HARO SUR LES CHÔMEURS, LES MALADES ET LES RETRAITÉS...

Le gouvernement a fait du mépris à l'égard de tous ceux qui ne sont plus sur le "marché du travail" l'axe central de sa politique répressive. Sous prétexte de déficit de l'État, dû à la multiplication des cadeaux au grand patronat et au gonflement du budget militaire, Gabriel Attal s'attaque aux chômeurs, aux malades et aux retraités.

Au programme : nouvelle réduction de la durée d'indemnisation du chômage, baisse du montant des indemnités, suppression de l'allocation spécifique de solidarité versée aux chômeurs ayant épuisé leurs droits ; cette mesure concerne 64% des 55-64 ans. Les chômeurs, tout comme les allocataires du RSA, sont devenus des cibles privilégiées. Ils font partie des fainéants "qui coûtent un pognon de dingue", selon notre président et son clone de Premier ministre. Pourtant, il n'y a, en moyenne, qu'un emploi vacant pour 6,6 chômeurs. D'après France Travail, en 2023 la moitié des chômeurs français vivaient avec moins de 1 101 € par mois et un chômeur sur quatre avec moins de 876 €. Une fortune !

En s'attaquant aux chômeurs, le gouvernement choisit une cible facile car le mythe du chômage qui rend si heureux a la vie dure. Il suffit de lire le flot de commentaires imbéciles qui défilent sur les réseaux sociaux à ce sujet.

Après les chômeurs responsables du chômage, voilà les malades responsables du déficit de la sécurité sociale. On les punit par le doublement des franchises médicales. « *Le médicament, ça ne va pas être open bar* », dit Le Maire, comme si nous prenions des médicaments par plaisir. La chasse aux arrêts maladie, la taxe «lapin», sont de la com' qui ne va rien changer au problème des déserts médicaux, aux semaines pour avoir un rendez-vous avec un généraliste et aux mois avec un spécialiste.

Et enfin les retraités, ces nantis qui ne servent plus à rien, pourquoi ne pas désindexer leurs pensions de l'inflation, les geler, augmenter la CSG et aussi piquer sur leur livret A ou leur assurance-vie. Il faut « taxer les rentes » a dit Attal, tout en promettant de ne pas s'en prendre à l'épargne populaire... Mais les promesses de ce gouvernement, on les connaît.

Au diable les divisions, c'est tous ensemble qu'on arrêtera ce désastre !

Marie-Rose Patelli

**EGALITÉ SANTÉ :
EXTRÉMISTES À SANG
POUR SANG !**

LIRE PAGE 2

**LA DÉMOCRATIE EN
ÉTAT DE COMA
AVANCÉ**

LIRE PAGE 2

**CHAUMONT HABITAT
NE RÉPOND PAS...**

LIRE PAGE 3

GAZASTOP GÉNOCIDE



Immédiatement après sa conférence/
témoignage au Patronage Laïque (VOIR PAGE 2),
le docteur Albarqawi (au centre sur notre
photo), a tenu à participer au rassemblement
Une bougie pour Gaza
**SAMEDI 13 AVRIL, NOUVEAU RENDEZ-VOUS À
17 H PLACE DE LA MAIRIE À CHAUMONT**

LA DÉMOCRATIE EN ÉTAT DE COMA AVANCÉ

Dans notre journal, nous avons souvent abordé la question de la démocratie. Parfois, en commentant des élections présentées comme le nec plus ultra du système démocratique. Comme en économie la concurrence libre et non faussée, en politique le vote pour des élus représentatifs serait l'élément qui détermine si un régime est démocratique ou non. Pour faire le constat des failles de ce principe, il n'est pas besoin de chercher bien loin.

La Haute-Marne est un département rural. Le désamour pour les élus s'y accentue. Les municipales de Chaumont avec une équipe majoritaire recueillant 17 % des inscrits en est un exemple. Une personne sur six, cela relativise la notion de représentativité. Les élections départementales n'ont fait que confirmer cette tendance : un seul canton a élu ses conseillers dès le premier tour, avec tout juste 25 % des inscrits. Les législatives, seul scrutin avec la présidentielle qui conservait un certain attrait, ont confirmé la tendance : des députés élus avec un quart des voix.

En conclusion, nous avons des représentants légaux, mais piètrement représentatifs. Cela devrait entraîner chez eux une bonne dose de modestie et de plus grande écoute, mais hélas, l'air du temps ne s'y prête guère. D'autant que le département dispose de quatre élus nationaux alors que sa démographie, à la proportionnelle, n'en justifierait que deux.

À ce travers s'ajoutent les effets de la loi NOTRe sur le regroupement des communes. En résultent des maires au rôle amoindri, démunis de certaines prérogatives et des présidents d'Agglo ou de communautés de communes élus au second degré, sans lien direct avec l'électorat. Dans une tendance générale à faire prédominer son ego et ses intérêts particuliers, ce comportement révèle des élus plus soucieux de leur image dans les médias que des intérêts de la population.

Loin de chercher à contrebalancer ces défauts, l'élu se considère comme ayant tous les droits et les pouvoirs durant son mandat, quel que soit le nombre de ses voix. Peu lui importent le sort et l'avis des parfois 75 % d'électeurs qui ne l'ont pas choisi.

Principe de base démocratique, le **débat** doit permettre la controverse, l'écoute compréhensive et la prise en compte de l'avis de l'autre, redonnant du sens à la notion de démocratie. Il est urgent d'y réfléchir et de favoriser l'implication citoyenne dans la vie de la cité.

Nous y travaillons.

G. Tardenois

EMMANUEL MACRON PROMET DE SE Baigner dans la Seine, mais il ne dit pas quand...

A 108 jours des JO 2024, une nouvelle étude menée par l'ONG Surfrider Fondation révèle que la Seine n'est toujours pas adaptée à la baignade.

Parmi les 14 prélèvements réalisés depuis septembre, 13 révèlent la présence de bactéries à des niveaux supérieurs aux normes.

EMPLOI DES SENIORS

Une idée pour faciliter le marché du travail des plus de 60 ans qui vont se retrouver sans allocation de solidarité : devenir sénateur.

139 sénateurs ont entre 60 et 69 ans, 105 entre 50 et 59 ans et 50 sénateurs ont plus de 70 ans, dont le président Gérard Larcher qui a 75 ans et Bruno Sido 73 ans.

EGALITÉ SANTÉ : EXTRÉMISTES À SANG POUR SANG

Élu indigne de son mandat, Laurent Aubertot a, lors d'une conférence de presse d'Egalité Santé, proféré publiquement cette nouvelle insanité : «Certains auront des morts sur la conscience et du sang sur les mains». Il visait ainsi tous ceux (élus compris) qui ne soutiennent pas le délirant projet de Rolampont.

Dans l'absolu, on peut entendre cette mise en garde : si, comme le prévoit l'ARS, on supprime la chirurgie à Langres, les urgences vont perdre en performance et il se peut qu'à cause de cette absence, s'ensuive une perte de chances pour certains patients. Raison pour laquelle nous militons pour le maintien de la chirurgie dans le nouvel hôpital de Langres.

Mais le projet d'Egalité Santé, et donc de M. Aubertot, est encore pire, puisqu'il déplace tout à Rolampont et supprime la chirurgie à Chaumont. Donc on éloignerait les urgences de Langres, plaçant à plus de 30 minutes nombre d'habitants du sud de la Haute-Marne. Et on ferait à Chaumont ce qui est présenté comme quasiment criminel à Langres.

Ça ne tient pas debout !

Le plus grave dans cette histoire, c'est que les médecins d'Egalité Santé, qui refusent eux-mêmes le maintien de la chirurgie à Langres, cautionnent ce type de dérapage. Ils devraient, au moins, avec un peu d'humilité, rejeter cet ignoble argument du «sang sur les mains».

Mais qu'attendre de ceux qui tordent les réalités et qui, sans broncher, trouvent dans le RN le prolongement politique naturel de leur combat ?

Après les fake news, nous voici arrivés au stade des menaces. Ça prouve tout simplement que nous avons raison lorsque, dès le début, nous sentions derrière un mouvement de protestation légitime de la part de Sud-Haut-Marnais craignant de perdre leur hôpital, des relents de manipulation d'extrême droite.

Lionel Thomassin



L'USINE À GAZ C'EST NON !

Le soleil, si rare ces dernières semaines, était de la partie. Une température estivale et un accueil chaleureux attendaient les manifestant-es rue des Canaris à Saint-Aignan. Café, brioche, eau. Une ambiance festive pour un sujet très sérieux.

Saint-Aignan, un quartier/petit village dans une ville. Un quartier qui se rebiffe contre le méga méthaniseur que l'on veut construire à quelques kilomètres, avec ses nuisances olfactives et sonores, ses risques de pollution des eaux et des sols, ses risques d'accidents industriels. Et le non-sens de cultiver les terres pour fabriquer du gaz au lieu de nourrir les humains ou le bétail !

Autant les méthaniseurs à taille humaine que l'on voit fleurir ont leur utilité économique et écologique, autant celui de Choignes-Chamarandes est totalement démesuré et risque d'impacter négativement la vie des habitants des 142 communes concernées par l'épandage et même au delà...

Mais les habitants de Saint-Aignan ont une raison supplémentaire d'être opposés à ce projet, c'est la question du trafic routier. Ils dénoncent le manque d'aménagement routier prévu pour l'accès au site et le trafic surchargé prévu autour de Chaumont dans les quartiers du Moulin Neuf et de Saint-Aignan, précisément.

SAINT-AIGNAN, 14H30

Les manifestants commencent à arriver. Autos, motos, vélos et même quelques landaus... À pied, venant du quartier, mais aussi du centre-ville par le chemin des Meuniers. Toutes les générations sont réunies.



SAINT-AIGNAN, 14H30

On rencontre des voisins, des ami-es, des militants du monde associatif ou syndical. Quelques pancartes, les drapeaux de la Confédération paysanne qui est à l'origine de la mobilisation, et une simple banderole qui prendra la tête du cortège avec le slogan **NON AU MÉTHANISEUR XXL**, suivi de trois points d'exclamation... On note la présence de plusieurs élus des villages proches et de Christine Guillemy, maire de Chaumont, ville qui a voté non au projet.

Les interventions des responsables du collectif sont courtes, teintées d'humour parfois, ou plus solennelles, mais toutes rappelleront aux personnes présentes la nécessité de donner son avis à l'enquête publique qui est ouverte jusqu'au 25 avril.

C'est parti ! En route pour la préfecture par l'avenue Pierre Burello que tous les habitant-es de Chaumont connaissent sous le nom de côte de Saint-Aignan. Un parcours peu habituel dans l'histoire des manifs chaumontaises. La manifestation s'étire doucement. C'est la première fois que la côte est désertée par les voitures. On savoure.

300 personnes, un peu plus -certains rejoindront le cortège au passage- se dirigent vers le lieu où la décision, in fine, devra être prise.

De la colère, de la détermination et l'idée qu'en restant unis, en se rassemblant encore plus nombreux, on peut gagner contre la multinationale Shell...

Une certitude qui se forge dans cette manifestation fraternelle...

Richard Vaillant

CHAUMONT HABITAT DEUX PRIORITÉS

1) INFORMER LES LOCATAIRES DE LA TOUR D'ASHTON

Chaumont Habitat avait promis de rencontrer les locataires de la tour d'Ashton au cours du premier trimestre 2024, au sujet de la réhabilitation de leur immeuble.

Nous sommes mi-avril et toujours rien. Le bailleur social doit pourtant organiser une réunion d'information des locataires préalablement à toute décision d'engager une opération.

Cette concertation doit porter sur la consistance et le coût des travaux, leur répercussion prévisible sur les loyers ou les charges locatives, les modalités de leur réalisation, le cas échéant, sur les conditions de relogement des locataires. À quand la réunion ?

2) RÉNOVER LA RÉSIDENCE VICTOR HUGO

La Direction Départementale des Territoires a été destinataire de 23 états des lieux détaillés de logements impactés par des infiltrations d'eau, des moisissures, des fissures sur les bâtiments dans la résidence Victor Hugo.

Le décret n°2023-695 du 29/07/2023 portant sur la salubrité des locaux d'habitation et l'article 6 de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 font obligation au bailleur de remettre au locataire un logement décent et donc de réaliser les travaux d'étanchéité nécessaires. Chaumont Habitat attendait l'arrivée des beaux jours. Ils sont là ! La DDT doit faire rapidement respecter la loi !

Marie-Rose Patelli

L'APPEL DE 130 MAGISTRATS FINANCIERS :

"La lutte contre la délinquance financière est un investissement vital pour la démocratie et l'État de droit."

Dans une tribune publiée dans le journal Le Monde le 8 avril 2024, un collectif de magistrats de l'ordre judiciaire appelle à mieux doter la justice financière, rappelant qu'elle améliore les comptes publics et opère une fonction redistributive entre fraudeurs et honnêtes gens.

Voilà où il faut aller chercher l'argent !

GAZA STOP GÉNOCIDE

CONFÉRENCE TÉMOIGNAGE DU DR ALBARQAWI

Chaque jour un déluge de bombes vise les hôpitaux gazaouis. Israël peut bien affirmer que le Hamas opère dans les hôpitaux, les faits observés par les ONG et l'ONU démentent ces allégations. Ce sont les malades et le personnel qui sont particulièrement visés. Plus de 300 membres du personnel hospitalier et, parmi eux, de nombreux médecins et chirurgiens, et des milliers de patients ont trouvé la mort dans la bande de Gaza.

Le docteur Albarqawi, chirurgien orthopédiste à Chaumont, de retour d'une mission médicale de secours de l'association PalMed à l'hôpital européen Khan Younès dans la bande de Gaza, n'a pas parlé de cela dans sa conférence-témoignage organisée par l'association Palestine Libre Haute-Marne. Sans doute savait-il le danger couru par ceux qui viennent en aide au peuple palestinien. Il s'en est tenu à sa mission : témoigner des difficultés à accomplir son travail de chirurgien orthopédiste, lorsqu'à tout moment vous pouvez être la cible d'un sniper israélien, dans un hôpital privé de tout où, parfois, certains équipements indispensables aux chirurgiens sont retenus par Israël à la frontière égyptienne.

Manque de matériel, de produits anesthésiques -des amputations pratiquées dans des situations plus que précaires -certaines sans anesthésie. C'est le quotidien vécu par les équipes médicales à Gaza.

Le nombre de participants à cette conférence-témoignage a été relativement modeste, mais tout de même sans commune mesure avec le chiffre (quinze) annoncé par le JHM. La photo que nous publions en atteste.

La projection de photos et de vidéos (parfois difficilement soutenables) prises lors de son séjour nous montre la catastrophe humanitaire en cours en Palestine. Il serait utile de diffuser plus largement ce témoignage dans les lycées et collèges et sans aucun doute possible dans certaines municipalités...



Syndicat CGT des retraités de Chaumont

MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL DES RETRAITÉS

Notre appel à la solidarité financière pour le Journal est entendu. Merci à Xavier, Élise, Liliane, Anne et Frank, Mohamed, Patrice, Florent, Chantal, Christian, Luc, Jean-Claude et Gillette, Richard, Mustafa, Jean-Louis, Francis, Michel, Lakdar, Alain, Jacqueline, Arlette, Jean, Françoise et Jean-Paul, Gérard, Lina, Jean-Pierre, Maurice, Patrice, Luc, Mireille, Christophe, Michel, Sylvie, Éric et Aurore, Marylène, Claude, François, Olivier, Josette, Pierre et Danièle, François et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS CGT DE CHAUMONT

Nom :

Prénom :

Verse.....euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

SUR BLOGS MEDIAPART

Avec d'autres soignants tout comme lui, bravant les risques, remarquables d'altruisme et d'empathie, le chirurgien orthopédiste chaumontais Mamoun Albarqawi est signataire de la « Tribune de médecins retour de Gaza » (lecture libre à l'adresse ci-dessous*), soutenue entre autres par Rony Brauman et Patrick Pelloux.

* <https://blogs.mediapart.fr/>

À PROPOS DE PALMED

PalMed France est la branche française de PalMed Europe qui regroupe des médecins palestiniens en Europe. C'est une association agréée par l'Assistance Publique Hôpitaux de Paris (AP-HP).

Un de ses buts essentiels est de resserrer les attaches et les liens professionnels avec le corps médical exerçant en Palestine et ailleurs. Actuellement, PalMed se mobilise pour la création de centres médicaux à Gaza, pour apporter une aide médicale et les soins d'urgence vitale...

Lors de la conférence-témoignage du Dr Albarqawi, 400 euros ont été collectés par l'association Palestine libre Haute-Marne qui les transmettra à PalMed.



LE DESSIN DE FRED SOCHARD

Douce France

